



---

---

**Consultation publique sur le déploiement  
et la mutualisation de la partie terminale  
des réseaux en fibre optique**

*Réponse de l'UFC Que Choisir*

---

---

*Juin 2008*

## Question 1 et 2.

Il est normal que l'opérateur immeuble gère l'ensemble du réseau ainsi que son évolution (raccordement palier) quelque soit le fournisseur d'accès à internet choisi par le consommateur. L'UFC-Que Choisir est d'accord avec l'analyse de l'ARCEP, il est essentiel que la copropriété n'ait qu'un seul interlocuteur pour qu'en cas de problèmes les responsabilités soient connues et définies mais aussi pour limiter les transactions consécutives, par exemple, à la migration d'un consommateur vers un nouvel opérateur. En effet, si le FAI choisis par le consommateur est différent de celui ayant posé le réseau vertical et celui ayant installé la fibre entre le réseau et le palier il devra négocier avec ces deux acteurs.

Ceci implique par conséquent que l'opérateur immeuble soit propriétaire de l'ensemble du réseau déployé dans l'immeuble et le seul interlocuteur du FAI choisi par le consommateur.

## Question 3.

L'UFC-Que Choisir estime qu'il est nécessaire que le point de brassage soit posé de manière systématique. Et cela pour plusieurs raisons :

- Pour éliminer tout comportement opportuniste. L'opérateur d'immeuble pourrait, en effet, tarder à répondre à la requête de l'opérateur alternatif pour gêner son déploiement.
- Il peut s'avérer important pour l'opérateur de connaître précisément la localisation du boîtier de brassage (en pied d'immeuble en amont, dans un lieu exigu ou non, etc.) avant même de commencer à déployer son réseau. Cette information doit être disponible pour l'ensemble des habitations d'un même quartier. Il est fort probable que les opérateurs ne fondent pas leurs décisions uniquement sur la demande des consommateurs d'un immeuble, mais sur les potentialités d'un quartier tout entier. En outre un opérateur pourrait avoir des réticences à déployer son réseau dans des quartiers où il sait que peu d'immeubles sont équipés de boîtier de brassage. Equiper plusieurs infrastructures prend du temps et peut s'avérer compliqué, d'autant plus si chaque demandeur doit répondre à des conditions spécifiques imposées par l'opérateur d'immeuble. De plus, si le point de brassage est installé après que l'opérateur alternatif ait fait le choix de déployer son réseau, il peut émerger des coûts inattendus (lieu de localisation du point de brassage, dimension, etc.....

Pour résumer l'existence ex ante du point de brassage constitue une information essentielle que chaque opérateur doit avoir avant même de faire ses calculs.

- Il est moins coûteux d'installer ce point de brassage au moment même de l'installation du réseau.

#### **Question 4.**

Compte tenu du fait que le marché semble se structurer autour de trois grands acteurs (Orange, SFR et Iliad-Free), idéalement les boîtiers de brassage devraient pouvoir tous les accueillir. Cependant, si les boîtiers pouvaient contenir un espace suffisant pour accueillir au moins un acteur alternatif cela garantirait l'existence d'une concurrence potentielle de nature à discipliner les acteurs en place.

#### **Question 5 et 6.**

Il est délicat pour une association d'intervenir dans l'organisation de ce type d'activités. Seuls les opérateurs peuvent dire si techniquement l'opérateur d'immeuble doit ou non être présent lors de la mutualisation.

Cependant, la mutualisation et la concurrence impliquent que les opérations se multiplient. En effet, si chaque opérateur ne tire qu'une fois une fibre entre le point de mutualisation et son réseau, il sera malgré tout amené à multiplier les manipulations dans le boîtier de brassage pour tenir compte de la migration continue des consommateurs d'un opérateur à l'autre. Dans cette perspective, lorsque les boîtiers de brassage sont dans l'immeuble ou dans les parties privées les habitants des immeubles risquent de voir se multiplier les aller et venues d'acteurs divers. La copropriété de son côté devra traiter avec plusieurs interlocuteurs ce qui rend la démarche complexe et peut nuire *in fine* à la concurrence. Par conséquent, dans ce contexte, il paraît adéquat que ce travail revienne à l'opérateur d'immeuble. Bien sûr, il doit être rigoureusement encadré pour être certain qu'il ne profite pas de cette situation pour bloquer les activités des concurrents.

### **Question 11.**

L'UFC-Que Choisir n'est pas en mesure d'apporter ce type de précisions, cependant l'association estime que les éléments avancés par l'autorité montrent la difficulté que pose l'implantation des boîtiers de brassage dans les parties communes. Elle souhaite également souligner qu'elle est source d'autres désagréments dans la mesure où chaque fois qu'un habitant de l'immeuble change de FAI ou même chaque fois qu'il y a un déménagement une intervention peut être nécessaire ! Ce qui signifie que régulièrement les occupants de l'immeuble seront gênés par les allers et venues de techniciens chargés de relier les consommateurs au réseau de leur choix !

### **Question 12.**

Pour l'UFC-Que Choisir le schéma idéal semble être le second. En effet, il minimise les coûts, assure une équité entre les opérateurs pour l'accès au point de mutualisation et il est également favorable à l'entrée de nouveaux acteurs qui n'auraient pas à tirer un nouveau réseau jusque chez le consommateur.

Cependant, un tel dispositif impose une réelle concertation, qui paraît difficile à imaginer, entre les acteurs. Ensuite cela pose un deuxième problème. Si un opérateur choisit de « fibrer » uniquement les immeubles les plus rentables de la zone qu'il lui est « réservé » que deviennent les consommateurs délaissés ? Même si ces derniers avaient dans l'absolu une chance d'intéresser certains opérateurs, il devient relativement antiéconomique pour les autres de les « fibrer » !

Exemple : sur le schéma l'opérateur A n'a pas « fibré » les immeubles 5, 102, 101 et 106. On voit bien qu'il est relativement très coûteux pour l'opérateur B, qui doit déployer beaucoup de fibre pour atteindre ces immeubles, de relier ces immeuble économiquement peu intéressants. Par conséquent, on peut dire qu'ils ne seront jamais « fibrés ».

Par conséquent, ce type de schéma ne peut fonctionner que s'il y a un véritable encadrement et à certaines conditions, par exemple, que les opérateurs s'engagent à « fibrer » tous les bâtiments d'une zone et à assurer une péréquation des investissements.

Par conséquent, ce schéma bien qu'il ait notre préférence nous semble peu probable, reste à espérer que le « second best » qu'est le schéma 3, reste envisageable !

